

MINISTÈRE DES FINANCES

INSTRUCTIONS FINANCIÈRES

DU 1^{ER} MARS 1910

N^o 4.



LE CAIRE
IMPRIMERIE NATIONALE
1910



INSTRUCTIONS FINANCIÈRES

du 1^{er} Mars 1910. — N° 1

Le Comité des Finances a été saisi de la question de savoir dans quelles limites peuvent être réglés les frais de voyage d'un employé qui, atteint à l'occasion de l'exercice de ses fonctions d'une maladie dont la guérison ne peut être obtenue en Egypte, se trouve dans la nécessité de se rendre à l'étranger pour se faire soigner.

1. — Frais de voyage à l'étranger des employés atteints de maladie à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Le Comité des Finances, à la date du 27 novembre 1909, a émis l'avis qu'il y a lieu de lui soumettre chaque cas de ce genre conformément à sa décision de principe du 11 octobre 1908, sub N° 368 V, qui a fait l'objet d'une circulaire du Ministère des Finances en date du 9 décembre 1908 N° 34.33/2.

Toutefois, en ce qui concerne les frais de transport encourus en Egypte dans le cas d'un employé qui se trouve dans une localité où il ne peut recevoir tous les soins nécessaires, le Comité des Finances est d'avis que le remboursement de ces frais pourra être autorisé par le Ministère des Finances.

Aux termes des articles 182 et 186 du Chap. II du Code Financier (édition 1906) les agents hors cadre peuvent obtenir, dans le cours de chaque année et sans droit de cumul, des autorisations d'absence n'excédant pas deux mois, dont un mois avec traitement entier et un mois sans traitement.

2. — Paiement de la solde des agents hors cadre qui se trouvent sous traitement.

Le Comité des Finances ayant examiné la question du paiement de la solde des agents hors cadre qui se trouvent

sous traitement, après l'expiration du congé qui peut leur être accordé avec solde en vertu du règlement, a décidé, à la date du 27 novembre 1909, que lorsqu'un agent hors cadre est blessé ou mis dans la nécessité de se faire soigner dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et que, par suite de son état, il se trouve dans l'impossibilité de reprendre son service, après l'expiration du congé d'un mois auquel il peut prétendre, le Ministère des Finances, sur la demande de l'Administration dont il relève, pourra autoriser le paiement de son traitement pendant la période qu'il fixera, suivant les circonstances particulières de chaque cas, au delà du mois de congé à traitement entier prévu par le règlement.

3. — Agents à la journée, blessés ou mis dans la nécessité de se faire soigner.

Le Comité des Finances ayant été saisi de la question des salaires des agents à la journée blessés ou mis dans la nécessité de se faire soigner et des frais de leur traitement dans les hôpitaux a émis, à la date du 27 novembre 1909 sub N° 497 V, l'avis suivant :

1° Lorsqu'un agent à la journée, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, est blessé ou mis dans la nécessité de se faire soigner, il pourra bénéficier des dispositions de l'Art. 66 Chap. III du Code Financier sur la gratuité du traitement dans les hôpitaux du Gouvernement ;

2° S'il n'existe pas d'hôpital du Gouvernement dans la localité où il se trouve, il sera transporté aux frais de l'Etat à la localité la plus rapprochée où il lui sera possible de recevoir le traitement que comporte son état ;

3° Si par suite de circonstances particulières et graves il est conduit dans un hôpital privé, où les premiers soins lui sont donnés, les frais de traitement dans cet hôpital pourront être remboursés ;

4° La gratuité du traitement dans les hôpitaux du Gouvernement ne sera accordée de même que les frais de transport et ceux de traitement dans les hôpitaux privés ne seront mis à la charge de l'Etat que sur une autorisation spéciale du Ministère des Finances, après examen des circonstances particulières de chaque cas ;

5° Sous la réserve de l'approbation du Ministère des Finances, les salaires de ces agents pourront leur être payés pendant la durée de leur traitement.

Aux termes de l'Art. 66 du Chap. III du Code de l'Administration Financière (édition 1906), le traitement dans les hôpitaux du Gouvernement est gratuit pour les employés et agents qui, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sont blessés ou mis dans la nécessité de se faire soigner.

Le Comité des Finances, ayant été saisi d'une demande tendant à savoir si les dispositions de cet article s'appliquent aux employés qui sont soignés dans les pharmacies de l'Etat, en ce sens que les médicaments leur seront fournis gratuitement par les dites pharmacies, a émis l'avis que, par application du même principe, les pharmacies de l'Etat peuvent délivrer gratuitement les médicaments nécessaires aux employés et agents qui sont dans les conditions prescrites par l'Art. 66 en question, lorsqu'ils se trouvent dans une localité où il n'existe pas un hôpital du Gouvernement.

4. — Fourniture gratuite de médicaments par les pharmacies de l'Etat.

5. — Recouvrement des frais de traitement à l'hospice des aliénés.

Le Comité des Finances ayant été saisi de la question de savoir si le recouvrement des frais de traitement des aliénés est exigible de leurs parents, quand l'internement a lieu sans qu'il y ait eu demande de leur part ou même contre leur désir, a émis, à la date du 3 mai 1908, l'avis qu'il y a lieu de se conformer aux règles établies à cet égard d'accord avec le Contentieux de l'État et l'Administration de l'Hygiène Publique.

Ces règles sont les suivantes :

1° Les frais de traitement ne seront pas réclamés quand ils se rapportent à des personnes majeures considérées comme dangereuses pour la sécurité publique et qui sont envoyées à l'hospice par mesure administrative dans l'intérêt de l'ordre public, à moins que les parents de ces personnes ne consentent, de leur plein gré, à payer ces frais et ne s'engagent à le faire. Dans ce cas, ils pourront être tenus de les payer ;

2° Les frais ne seront pas réclamés pour les personnes majeures qui entrent à l'hospice sur l'ordre du Parquet à la suite d'un délit ou d'un crime dont elles se seraient rendues coupables ou en vertu d'un jugement des Tribunaux, ces personnes étant assimilées aux prisonniers et ne pouvant être libérées qu'après complète guérison ;

3° Les mineurs qui sont envoyés à l'hospice pour crime sur l'ordre du Ministère de l'Intérieur ou du Parquet seront traités comme les majeurs qui se trouveraient dans les mêmes conditions ;

4° Le remboursement des frais de traitement des mineurs qui entrent à l'hospice pour tout autre motif que celui indiqué sub n° 3 ci-dessus peut être exigé de leurs parents.

L'ordre d'après lequel les parents des mineurs pourront être tenus de payer les frais de traitement sera le suivant :

a) le parent qui a contracté un engagement quel que soit son degré de parenté ;

- b) le père ;
- c) la mère ;
- d) le grand-père ;
- e) la grand-mère ;
- f) les frères et sœurs.

5° Le remboursement des frais de traitement des femmes qui entrent à l'hospice ne peut être réclamé au mari que s'il s'engage expressément à prendre ces frais à sa charge quelle que soit la durée du traitement.

Le Comité des Finances a également émis l'avis, à la date du 3 juin 1908, d'inviter l'Administration de l'Hygiène Publique et les Provinces et Gouvernorats à faire leur possible pour amener, dans les cas désignés sub n^{os} 1 et 5, les parents qui en ont les moyens à payer les frais de traitement.

Le Conseil des Ministres a été saisi de la question de savoir s'il y a lieu de rembourser les frais de transport encourus :

6. — Frais
de transport
à l'étranger.

a) par les candidats recrutés à l'étranger pour être engagés au service du Gouvernement Egyptien, lorsqu'ils sont appelés à se rencontrer avec le délégué chargé de leur recrutement ou à se présenter, soit devant la Délégation du Comité de Recrutement à Londres, soit devant la Commission Médicale instituée en vertu du règlement pour les Commissions Médicales, approuvé par le Conseil des Ministres dans sa séance du 28 mai 1908 ;

b) par les fonctionnaires et employés qui demandent un congé de maladie ou une prolongation d'un congé de maladie et ceux dont le Gouvernement désire connaître l'état de santé en vue de s'assurer s'ils sont devenus impropres au service, lorsqu'ils se présentent devant la Commission Médicale, instituée dans le pays où ils se trouvent, pour se faire examiner

par elle, conformément aux dispositions du règlement sur les Commissions Médicales susmentionné.

Dans ses séances des 30 novembre 1908 et 13 mars 1909, le Conseil, sur la proposition du Comité des Finances a décidé que :

1° En ce qui concerne le premier point, les frais de transport ne seront remboursés qu'aux candidats à des postes du personnel enseignant recrutés à l'étranger par le Ministère de l'Instruction Publique ;

2° En ce qui concerne le second point, quand un fonctionnaire ou un employé sollicite un congé de maladie ou une prolongation d'un congé de maladie, les frais de transport ne lui seront remboursés que si la Commission reconnaît que réellement son état de santé nécessite le congé demandé ;

3° Quand le Gouvernement envoie un fonctionnaire ou un employé par devant la Commission pour l'y faire examiner, les frais de transport lui seront remboursés dans tous les cas.

Les frais dont il s'agit sont les frais de transport en chemin de fer, bateau ou voiture depuis la résidence de la personne jusqu'à l'endroit où elle est appelée à se rendre et vice-versa.

Aucun paiement pour frais de déplacement ou d'hôtel ne sera fait.

En communiquant ces décisions du Conseil des Ministres, le Ministère des Finances rappelle que l'examen auquel doit être soumis l'employé ayant obtenu un congé de maladie à l'étranger, pour être déclaré apte à reprendre son service, aux termes du paragraphe C de l'Article 2 du Règlement communiqué par sa circulaire en date du 16 mars 1909, doit être considéré comme ayant été subi sur la demande du Gouvernement et donne par suite droit au remboursement des frais de transport du fonctionnaire ou de l'employé.

Se référant à sa circulaire en date du 21 décembre 1908 N° 87.9/1, aux termes de laquelle les négociants qui expédient des marchandises pour compte des Administrations de l'Etat ont à présenter, à l'appui de leur note de frais, les certificats de transport en chemin de fer, le Ministère des Finances, considérant que le connaissement délivré par les Compagnies de navigation pour le transport des marchandises est presque toujours en plusieurs exemplaires et qu'il doit, en tout cas, exister entre les mains du fournisseur une pièce constatant le montant du nolis, est d'avis que les frais encourus pour nolis à l'étranger par les fournisseurs soient désormais justifiés par la présentation d'un exemplaire du connaissement sur lequel le nolis serait indiqué ou de toute autre pièce établissant le montant du nolis.

7. — Pièces justificatives à l'appui des notes de frais encourus pour nolis à l'étranger par les fournisseurs.

L'Art. 146 Chap. III du Code de l'Administration Financière (édition de 1906) interdit aux Administrations de recourir, sans une autorisation spéciale du Conseil des Ministres, à l'industrie privée pour la confection de leurs imprimés, ces travaux devant être exécutés par l'Imprimerie Nationale.

8. — Frais d'impression.

Comme certains Départements se basant sur des motifs d'urgence dérogent parfois aux dispositions du règlement en cette matière, le Conseil des Ministres a, sur la proposition du Comité des Finances, décidé, dans sa séance du 15 décembre 1909, qu'en cas d'urgence, le Département intéressé devra s'adresser au Ministère des Finances qui s'assurera auprès de l'Imprimerie Nationale si le travail ne peut être fait par elle dans le délai fixé et dans ce cas, demandera au Conseil d'autoriser, par mesure spéciale, l'impression de ces travaux dans une imprimerie privée.

9. — Application
des amendes.

Le Ministère des Finances, ayant examiné la question de l'application des amendes prévues dans les contrats que passent les Administrations de l'Etat avec les fournisseurs et les entrepreneurs, estime qu'il est nécessaire d'établir des principes généraux qui puissent servir de guides dans tous les cas où une amende est encourue.

Les principes qu'il a posés d'accord avec le Contentieux sont les suivants :

1° Lorsque le retard est causé par une force majeure, aucune amende ne sera appliquée. Néanmoins si l'Etat a subi un préjudice direct ou indirect du chef de ce retard, le Chef de l'Administration devra communiquer au Ministère des Finances tous les documents établissant le cas de force majeure ;

2° Lorsque l'Etat subit une perte pécuniaire réelle du chef du retard mis par le fournisseur ou l'entrepreneur dans l'exécution de son contrat, et que ce retard eût pu être évité par des soins et de la prévoyance, l'amende doit être infligée jusqu'à concurrence de la totalité de la perte réelle encourue, majorée d'une somme représentant, suivant l'appréciation du Chef de l'Administration, le montant du préjudice indirect causé par le retard, sans que toutefois, ces pénalités puissent excéder ensemble le montant de l'amende qui aurait pu être infligée aux termes du contrat ;

3° Lorsque l'Etat subit un préjudice indirect du chef d'un retard qui eût pu être évité par les soins et la prévoyance du fournisseur ou de l'entrepreneur, l'amende sera infligée dans la proportion que le Chef de l'Administration, avec l'assentiment du Ministère des Finances, jugera convenable ;

4° Lorsque aucune perte directe ou indirecte n'est subie par l'Etat, aucune amende ne sera infligée. Dans ce cas, le Chef d'Administration devra faire la déclaration suivante

sous sa signature, sur le mandat de paiement de la somme due au fournisseur ou à l'entrepreneur : Un retard de tant de jours s'étant produit dans la livraison des travaux ou des fournitures, une amende de L.E. a été encourue ; mais comme je me suis assuré moi-même que ce retard n'a causé à l'Etat aucune perte directe ou indirecte, j'ai fait remise de l'amende.

Le Comité des Finances a été saisi de la question de savoir si les employés payés sur les prévisions pour agents hors cadre doivent être régis par les dispositions du Règlement sur les frais de transport et l'indemnité de déplacement applicables aux employés provisoires ou par celles régissant les employés hors cadre.

10. — Congés, transport par chemin de fer et indemnités de déplacement des employés payés sur les prévisions pour les agents hors cadre

Considérant que l'Art. 156, Chap. II, du Code Financier interdit formellement de comprendre parmi les agents hors cadre les écrivains, les ingénieurs, les professeurs, les médecins et autres employés qui, par la nature de leurs fonctions, doivent faire partie du personnel classé ;

Considérant que si des agents qui remplissent des fonctions d'employés classés font partie du personnel hors cadre, cela ne peut être qu'en violation des dispositions formelles du Règlement, ou bien parce que l'Administration dont ils relèvent considère que les services qu'ils rendent habituellement sont de nature à les ranger dans la catégorie des agents hors cadre, et que c'est en plus de leurs fonctions ordinaires qu'ils exécutent les travaux les plus faciles qui sont du ressort des employés cadrés ;

Le Comité des Finances a émis à la date du 21 décembre 1909, sub N° 520 V, l'avis que dans l'un et l'autre cas ces employés doivent être traités comme le personnel hors cadre au point de vue des congés, de la classe dans laquelle ils

doivent voyager en chemin de fer et de l'indemnité de déplacement à leur allouer, qui sera calculée à raison de 2 % de leur traitement mensuel avec un minimum de 70 mill.

Aucune exception à cette règle ne pourra être faite sans l'approbation du Comité des Finances.

11. — Envoi des recettes des Mehkémehs par la Poste aux Moudirieh en l'absence des sarrafs des villages.

Il a été décidé, d'accord avec le Ministère de la Justice, qu'en cas d'absence des sarrafs des villages au delà de la date fixée pour le versement entre leurs mains des recettes des Mehkémehs Charieh, ces juridictions expédieront leurs recettes directement à la Moudirieh par la poste et annexeront le bordereau de versement au mandat postal.

La Moudirieh, après avoir encaissé le montant du mandat, enverra au Mehkémeh un accusé de réception accompagné du récépissé constatant le versement de la somme à la caisse.

12. — Indemnité des employés provisoires et des agents hors cadre atteints par la limite d'âge.

La Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat ayant soumis au Comité des Finances la question de savoir si les employés provisoires et les agents hors cadre qui sont licenciés pour avoir atteint la limite d'âge ont droit à l'indemnité prévue par le 1^{er} alinéa de l'art. 32 de la loi sur les pensions civiles du 15 avril 1909, en faveur de ceux d'entre ces employés et agents qui sont licenciés pour cause d'infirmités, de maladie ou d'âge avancé les rendant impropres au service, le Comité des Finances a décidé, à la date du 9 décembre 1909, qu'un employé provisoire ou un agent hors cadre, atteint par la limite d'âge de 65 ans, doit être classé d'office dans la catégorie des agents impropres au service par suite d'âge avancé et qu'aucune constatation médicale n'est nécessaire, sauf pour établir l'âge de l'agent.

Les employés du Tanzim étaient prévus en 1909 dans le budget du Ministère de l'Intérieur, leurs traitements ayant été transférés en 1910 au budget des Municipalités et Commissions Locales auxquelles ils sont attachés, le Conseil des Ministres, dans sa séance du 22 novembre 1909, a décidé de régler de la manière suivante la situation de ces employés au point de vue du droit à la pension.

13.—Traitement au point de vue de la pension des employés classés du Tanzim transférés aux Municipalités et Commissions Locales.

1° Les 15 employés classés du Service du Tanzim qui ont été transférés aux Municipalités et Commissions Locales le 15 septembre 1909 continueront à être soumis à la retenue pour la pension ;

2° Ce privilège sera accordé exclusivement aux 15 employés classés ci-dessus désignés. Les employés classés engagés au service du Tanzim après son rattachement aux Municipalités et Commissions Locales ne pourront en aucun cas bénéficier du droit à la pension de la part du Gouvernement.

En conséquence, les augmentations de traitement que les Municipalités et Commissions Locales se proposeraient d'accorder aux 15 employés dont il s'agit devront être soumises à l'approbation du Ministère des Finances.

La retenue pour la pension ne pourra s'exercer que sur le montant des traitements approuvés par le Ministère des Finances.

Ce Département devra être avisé à la fin de chaque mois des sommes retenues sur les traitements de ces employés pour la pension et versées au Trésor.

14.—Communication des règlements et circulaires d'ordre général.

Le Ministère des Finances a remarqué que les règlements et circulaires d'ordre général intéressant le personnel des Administrations du Gouvernement ne sont pas toujours communiqués régulièrement à tous les fonctionnaires et employés. Il en résulte que certains d'entre eux se trouvent parfois, pour des raisons indépendantes de leur volonté, dans une situation contraire aux dispositions de la Loi.

Pour parer à cet inconvénient, le Ministère des Finances est d'avis que non seulement les règlements et circulaires d'ordre général doivent être publiés dans les *Journaux Officiels*, mais encore qu'il incombe aux chefs d'Administration d'en donner communication à chacun de leurs employés par l'intermédiaire des Directeurs de service et des Chefs de bureau, qui doivent inviter les employés placés sous leurs ordres à apposer leurs signatures au bas de la circulaire avec la date de la communication.

15.—Traitement à allouer aux employés qui obtiennent en cours de service un diplôme ou un certificat supérieur à celui qu'ils possèdent.

Le Comité des Finances ayant été saisi de la question de savoir si un employé qui obtient au cours de son service un diplôme ou un certificat supérieur à celui moyennant lequel il a été admis au service, a droit à l'augmentation ou à la promotion qui le portera au chiffre du traitement fixé pour son nouveau diplôme ou certificat par le règlement du 24 juin 1901 sur l'admission et l'avancement du personnel civil de l'Etat, a émis l'avis, à la date du 8 novembre 1909, qu'à moins d'un rapport défavorable du chef d'administration à son égard, l'employé a droit à l'augmentation dont il s'agit, même dans le courant de l'exercice, et à la promotion quand une vacance se produit.

De plus, sur l'avis favorable du Comité des Finances, le Conseil des Ministres a décidé à la date du 12 janvier 1910, que l'employé qui obtient au cours de son service un certificat lui donnant droit à un traitement supérieur à celui qu'il touche, peut bénéficier soit d'une augmentation de traitement, même dans le courant de l'exercice, soit d'une promotion à une classe intermédiaire, en attendant qu'une vacance comportant le traitement auquel il a droit, puisse lui être attribuée, pourvu, bien entendu, que la classe intermédiaire soit vacante ou que l'économie sur la moyenne du cadre permette d'accorder l'augmentation proposée.

Le Caire, le 1^{er} mars 1910.

Le Sous-Secrétaire d'État,
E. H. CECIL.

Imp. Nat. 1435-910-2500 broch.

(۲۵۰۰ / ۱۹۱۰ / ۱۴۳۵ م.م)

هذا وقد قرر مجلس النظار في ١٢ يناير سنة ١٩١٠ بناء على موافقة اللجنة المالية بأن المستخدم الذي نال وهو في الخدمة شهادة تعطيه الحق في ماهية أرقى من الماهية التي يستولى عليها يجوز منحه علاوة حتى في بحر السنة أو ترقيته الى درجة متخللة بين الدرجة المعين فيها والدرجة التي له الحق فيها بمقتضى دبلومه أو شهادته الجديدة وذلك حينما يتيسر ترقيته الى درجة خالية بالماهية التي له الحق فيها ولكن بشرط ان تكون الدرجة المتخللة المذكورة خالية أو ان يكون هناك وفر كاف في متوسط ترتيب الدرجات يسمح بمنحه العلاوة المطلوبة له .

وكيل نظارة المالية
ادوارد سسل

تحريرا في أول مارس سنة ١٩١٠

وعلى ذلك فعلاوات الماهيات التي تريد المجالس البلدية والمجالس المحلية منحها الى أحد هؤلاء الخمسة عشر عاملا يجب عرضها على نظارة المالية للتصديق عليها .

ولا يجوز الاستقطاع للعاش الا عن مقدار الماهية المصدق عليه من نظارة المالية .

ويجب اخطار نظارة المالية في آخر كل شهر عن المبالغ التي استقطعت للعاش من ماهيات هؤلاء العمال وتوردت الى خزينة الحكومة .

١٤ - تبليغ اللوائح والمنشورات
قد لاحظت نظارة المالية أن اللوائح والمنشورات التي تهتم الموظفين والمستخدمين في مصالح الحكومة لا تبلغ دائما اليهم بطريقة قانونية مما يترتب عليه أن بعض هؤلاء الموظفين والمستخدمين يوجد احيانا في حالة مخالفة لأحكام القانون لأسباب خارجة عن ارادته

فاجتنبنا للأضرار التي تنتج عن ذلك ترى نظارة المالية أنه لا ينبغي فقط نشر اللوائح والمنشورات التي تهتم المستخدمين في الجريدة الرسمية بل يتعين أيضا على رؤساء المصالح تبليغ هذه اللوائح والمنشورات الى كل واحد من المستخدمين الموجودين في مصالحهم بواسطة نظار الادارات ورؤساء الأقسام الذين ينبغي عليهم أن يطالبوا من المستخدمين الموجودين تحت رئاستهم أن يوقعوا بامضاءاتهم في ذيل المنشور ويبينوا تاريخ تبليغه اليهم .

١٥ - المهام
المقتضى اعطاؤها للمستخدمين الذين ينالون وهم في الخدمة دبلوما أو شهادة أرقى من الدبلوما أو الشهادة الخاصين عليها
قد طلب من اللجنة المالية النظر فيما اذا كان المستخدم الذي نال وهو في الخدمة دبلوما أو شهادة أرقى من الدبلوما أو الشهادة التي دخل بمقتضاها في الخدمة له الحق في العلاوة أو الترقية التي تجعل ماهيته معادلة لمقدار الماهية المحدد لدبلومته أو شهادته الجديدة على مقتضى لأئحة ٢٤ يونيو سنة ١٩٠١ الخاصة بقبول وترقية مستخدمي الحكومة الملكيين فرأت اللجنة بما صدر منها في ٨ نوفمبر سنة ١٩٠٩ ان للمستخدم الحق في العلاوة المتوه عنها حتى في بحر السنة وفي الترقية عند وجود وظيفة خالية الا اذا قدم رئيس المصلحة تقريرا غير مرضي بشأنه

طلبت ادارة عموم الحسابات المصرية من اللجنة المالية معرفة ما اذا كان المستخدمون الموقتون (الظهورات) والخدمة الخارجون عن هيئة العمال الذين يفتون لبلوغهم سن الخامسة والستين لهم الحق في المكافأة المنصوص في الفقرة الاولى من المادة ٣٣ من قانون المعاشات الملكية الصادر في ١٥ ابريل سنة ١٩٠٩ عن صرفها للذين يفتون من المستخدمين الموقتين والخدمة الخارجين عن هيئة العمال بسبب العاهة أو المرض أو كبر السن مما يجعلهم غير لائقين للخدمة فقررت اللجنة المالية في ٩ ديسمبر سنة ١٩٠٩ أنه متى بلغ أحد الخدمة الموقتين أو الخارجين عن هيئة العمال الخامسة والستين سنة وجب اعتباره حتماً من فئة الخدمة الذين أصبحوا غير لائقين لكبر سنهم ولا لزوم للكشف عليه طيباً الا لتقدير سنه .

١٣ - معاملات
الخدمة الطهورات
والخارجين عن هيئة
العمال الذين بلغوا سن
الخامسة والستين

كانت وظائف عمال التنظيم مربوطة بميزانية نظارة الداخلية في سنة ١٩٠٩ وبما أن ماهياتهم نقلت في سنة ١٩١٠ الى ميزانية المجالس البلدية والمجالس المحلية التابع لها هؤلاء العمال فقد قرر مجلس النظارة في جلسته المنعقدة في ٢٣ نوفمبر سنة ١٩٠٩ تسوية حالة هؤلاء العمال فيما يختص بالحق في المعاش بالكيفية الآتية :

أولاً - ان الخمسة عشر عاملا الداخلين في هيئة العمال بمصلحة التنظيم الذين نقلوا الى المجالس البلدية والمجالس المحلية في ١٥ سبتمبر سنة ١٩٠٩ يستمر الاستقطاع منهم للمعاش

ثانياً - ان هذا الامتياز خاص فقط بالخمس عشر عاملا المنوع عنهم دون غيرهم . أما العمال الداخلون في هيئة العمال المعينون بمصلحة التنظيم بعد تتبعها للمجالس البلدية والمجالس المحلية فلا يجوز لهم في أى حال من الأحوال الانتفاع بالحق في المعاش من قبل الحكومة

طلب من اللجنة المالية النظر فيما اذا كان المستخدمون المحسوبة ماهياتهم من ربط الخدمة الخارجين عن هيئة العمال تسرى عليهم أحكام القانون السارية على المستخدمين الظهورات فيما يتعلق بمصاريف الانتقال وبدل السفرية أو هم خاضعون للاحكام التي من هذا القبيل الخاصة بالخدمة الخارجين عن هيئة العمال وحيث ان المادة ١٥٦ من الفصل الثاني من القانون المالى تمنع قطعياً أن يعتبر من الخدمة الخارجين عن هيئة العمال الكتبة والمهندسون والمدرسون والاطباء وخلافهم ممن يجب أن يكونوا من الخدمة الداخلين في هيئة العمال بطبيعة وظائفهم وحيث انه اذا كان هناك عمال يؤدون وظائف المستخدمين الداخلين في هيئة العمال ومعتبرون ضمن الخدمة الخارجين عن هيئة العمال فذلك يعد مخالفةً لاحكام القانون الصريحة أو هم يعتبرون كذلك لان المصلحة التابع لها هؤلاء المستخدمين ترى أن نوع الاعمال التي يؤدونها عادةً يقضى بدرجةهم ضمن الخدمة الخارجين عن هيئة العمال وأنهم يقومون بالاعمال السهلة التي من اختصاص المستخدمين الداخلين في هيئة العمال علاوةً على أشغالهم الاعتيادية

١٠ - أجازات المستخدمين المحسوبة ماهياتهم من ربط الخدمة الخارجين عن هيئة العمال وانتقالهم بالسكك الحديدية وبدل سفرتهم

فقد رأت اللجنة المالية بما صدر منها في ٢١ ديسمبر سنة ١٩٠٩ نمرة ٥٢٠ بانه في كلنا الحالتين يجب معاملة هؤلاء المستخدمين كالخدمة الخارجين عن هيئة العمال فيما يتعلق بالإجازات وبالدرجة التي يجب أن يسافروا فيها بالسكك الحديدية وبدل السفرية الذي يعطى لهم . ويحسب بدل السفرية هذا بواقع اثنين في المئة من ماهيتهم الشهرية بحيث لا يقل عن سبعين مليماً

ولا يجوز الاستثناء من هذه القاعدة إلا بتصریح من اللجنة المالية .

قد تقرر بالاتفاق مع نظارة الحقانية ارسال متحصلات المحاكم الشرعية الى المديرية بواسطة البوستة في حالة غياب صيارف البلاد مدة تزيد عن المدة المقررة لتوريد ايرادات تلك المحاكم وأن ترفق الحوافظ بحالات البوستة المرسله للمديرية وعلى المديرية عند وصول الحوالات اليها وتوريد قيمتها للخزينة ارسال اخطار للحكمة مرفقاً بعلم الخبر الدال على توريد القيمة بالخزينة .

١١ - ارسال متحصلات المحاكم الشرعية الى المديرية بالبوستة في حالة غياب صيارف البلاد

٩ - توقيع
الغرامات

قد بحثت نظارة المالية في مسألة توقيع الغرامات المنصوص عنها في الكونتراتات التي تعقدتها مصالح الحكومة مع متعهدي التوريد والمقاولين فرأت من الضروري وضع مبادئ عمومية يمكن الاسترشاد بها في جميع الاحوال التي يقتضى فيها تعريم المتعهد أو المقاول فوضعت المبادئ الآتية بالاتفاق مع قسم القضايا

أولاً - اذا كان التأخير ناشئاً عن سبب قهري فلا وجه لتوقيع أية غرامة كانت ومع ذلك اذا ترتب على هذا التأخير ضرر على الحكومة سواء كان هذا الضرر يسببها مباشرة أو غير مباشرة وجب على رئيس المصاحبة أن يرسل الى نظارة المالية جميع المستندات المثبتة لوقوع الحادث القهري

ثانياً - اذا لحق الحكومة خسارة مالية فعلية بسبب تأخير المتعهد أو المقاول في تنفيذ الكونتراتو المعقود معه وكان يمكن تلافي هذا التأخير بالالتفات والاحتياط وجب توقيع غرامة يبلغ مقدارها مجموع الخسارة الفعلية التي لحقت بالحكومة مضافاً اليها مبلغ يقدره رئيس المصاحبة بحسب ما يراه ويكون عبارة عن الضرر الذي لحق الحكومة غير مباشرة بحيث لا يتجاوز مجموع الغرامات التي تتوقع مقدار الغرامة التي كان يمكن توقيعها على مقتضى الكونتراتو

ثالثاً - اذا لحق الحكومة ضرر غير مباشرة بسبب تأخير كان يمكن تلافيه بالالتفات واحتياط المتعهد أو المقاول فرئيس المصاحبة يوقع الغرامة التي يقدرها بحسب ما يراه بعد موافقة نظارة المالية عليها

رابعاً - اذا لم يلحق الحكومة ضرر ما سواء كان مباشرة أو غير مباشرة فلا تتوقع أية غرامة . وفي هذه الحالة يضع رئيس المصاحبة تحت امضائه على اذن الصرف الخاص بالمبلغ المطلوب للمتعهد أو المقاول التأشير الآتي : قد تأخر تسليم الاشغال أو الاصناف ... من الايام ^{عدد} فترتب على ذلك غرامة قدرها ولكنه بما أني تحققت بشخصي أن هذا التأخير لم يسبب ضرراً ما للحكومة سواء كان مباشرة أو غير مباشرة فقد تجاوزت عن الغرامة .

٧ - مستندات
المصاريف التي بصرفها
الموردون في الخارج
نظير نولون

قضى منشور نظارة المالية الصادر في ٢١ ديسمبر سنة ١٩٠٨ نمرة ٨٧ - ٩ - ١
بأن التجار الذين يصدرن بضائع لحساب مصالح الحكومة ينبغي عليهم أن يقدموا
شهادات النقل بالسكة الحديد تأييداً لكشف المصاريف التي أنفقوها على هذه
البضائع . وبما ان البوليصه التي تعطيها شركات الملاحه عن نقل البضائع تكون
على جملة نسخ في غالب الاحيان ومن الواجب على كل حال أن يكون بيد مورد
البضاعة مستند يدل على قيمة النولون الذي دفعه عنها فترى نظارة المالية أنه يجب
على الموردين من الآن فصاعدا ان يؤيدوا طلبات المصاريف التي أنفقوها نظير
نولون في الخارج بنسخة من البوليصه موضحا فيها قيمة النولون أو أى مستند آخر
يبين ذلك .

٨ - مصاريف
الطبع

ان المادة ١٤٦ من الفصل الثالث من القانون المالى (طبعة ١٩٠٦) تمنع المصالح
من تكليف المطابع الخصوصية بتوريد المطبوعات اللازمة لها بدون تصريح
خصوصى من مجلس النظار لان هذه الاشغال يجب اجراؤها بمعرفة المطبعة
الاميرية

ولما كان بعض المصالح يخالف أحيانا أحكام القانون المتعلقة بذلك ارتكباناً
على الاحوال المستعجلة فبناء على طلب اللجنة المالية قرر مجلس النظار في جلسته
المنعقدة في ١٥ ديسمبر سنة ١٩٠٩ أن فى الأحوال المستعجلة يجب على المصلحة
صاحبة الشأن مخابرة نظارة المالية فى ذلك وهى تتحقق من المطبعة الاميرية
اذا كانت لاتستطيع اتمام العمل فى الميعاد المحدد . وفى هذه الحالة تطلب نظارة
المالية من مجلس النظار التصريح بصفة خصوصية بطبع المطبوعات فى مطبعة
خصوصية .

ثانيا - الموظفون والمستخدمون الذين يطلبون اجازة مرضية أو امتداد اجازة مرضية والذين ترغب الحكومة معرفة حالتهم الصحية بقصد التحقق من أنهم أصبحوا غير لائقين للخدمة وذلك عند ما يقدمون أنفسهم للقومسيون الطبي المشكل في البلد الذي يكونون موجودين فيه ليكشف عليهم بمعرفة هذا القومسيون طبقا لاحكام اللائحة الخاصة بالقومسيونات الطبية المتوه عنها

فبناء على طلب اللجنة المالية قرر مجلس النظار في جلستيه المنعقدتين في ٣٠ نوفمبر سنة ١٩٠٨ و ١٣ مارس سنة ١٩٠٩ ما يأتي :

أولا - فيما يختص بالحالة الاولى لا تردّ مصاريف الانتقال للارشحين لوظائف التعليم الذين ينتخبون في الخارج بمعرفة نظارة المعارف العمومية

ثانيا - فيما يختص بالحالة الثانية عند ما يطلب موظف أو مستخدم اجازة مرضية أو امتداد اجازة مرضية لا تردّ اليه مصاريف الانتقال الا اذا قرر القومسيون أن حالته الصحية تحتاج حقيقة الى الاجازة المطلوبة

ثالثا - عند ما ترسل الحكومة موظفا أو مستخدما ليكشف عليه بمعرفة القومسيون الطبي تردّ اليه مصاريف انتقاله في جميع الاحوال

المصاريف المتوه عنها هي مصاريف الانتقال بالسكة الحديد أو بالوابورات أو بالعربات من محل اقامة الشخص لغاية المحل المطلوب توجهه اليه وبالعكس لا يصرف شئ مطلقا نظير بدل سفرية أو اقامة باللوكندات .

وبمناسبة تبليغ قراري مجلس النظار المشار اليهما تذكر نظارة المالية أن الكشف الواجب اجراؤه على المستخدم الذي حصل على اجازة مرضية في الخارج ليتقرر صلاحيته للعودة الى الخدمة بمقتضى الفقرة الثالثة من البند الثاني من اللائحة التي تبليغ للصالح بمنشور المالية في ١٦ مارس سنة ١٩٠٩ يعتبر أنه حصل بناء على طلب الحكومة . وعلى ذلك يكون للموظف أو المستخدم الحق في مصاريف الانتقال التي يكون صرفها بسببه .

ثالثا - القاصرون الذين يرسلون الى المستشفى بأمر نظارة الداخلية أو النيابة
لجريمة ما يعاملون كمثلهم البالغين سن الرشد .

رابعا - يجوز تحصيل مصاريف المعالجة من أهل القاصرين الذين وضعوا
في المستشفى لسبب خلاف السبب المبين في الفقرة الثالثة السابقة .

يتبع الترتيب الآتي في درجة الزام أهل القاصرين بدفع مصاريف المعالجة

(أ) المتعهد مهما كانت درجة قرابته

(ب) الوالد

(ت) الوالدة

(ث) الجد

(ج) الجدة

(ح) الاخوة

خامسا - لا تطلب مصاريف المعالجة من زوج المرأة التي دخلت المستشفى
الا اذا تعهد الزوج تعهدا خصوصا بأنه يتحمل هذه المصاريف مهما كانت
مدة المعالجة .

وقد رأت أيضا اللجنة المالية بما صدر منها في ٣ يونيه سنة ١٩٠٨ مخبرة
مصالحة الصحة العمومية والمديريات والمحافظات لتبذل ما في وسعها حتى تتوصل
الى اقناع الاقارب المقدرين بدفع مصاريف المعالجة في الاحوال المبينة في الفقرتين
الاولى والخامسة .

قد عرض على مجلس النظار النظر فيما اذا كان يقتضى ردّ مصاريف الانتقال
التي يصرفها :

٦ - مصاريف
الانتقال في خارج
القطر

أولا - طالبوا الاستخدام الذين ينتخبون في الخارج للخدمة في الحكومة المصرية
عند ما يطلب منهم مقابلة المندوب المكلف بانتخابهم أو تقديم أنفسهم أمام لجنة
الانتخاب المنتدبة بلندرا أو أمام القومسيون الطبي المشكل بمقتضى لأحة القومسيونات
الطبية المصدق عليها من مجلس النظار بجلسته المنعقدة في ٢٨ مايو سنة ١٩٠٨

قضت المادة ٦٦ من الفصل الثالث من القانون المالى (طبعة ١٩٠٦) بأن تكون المعالجة فى مستشفيات الحكومة مجاناً للمستخدمين والخدمة الذين فى أثناء تأدية وظيفتهم أو بسببها يصابون بجروح أو يصبحون فى حالة تستلزم المعالجة وقد عرض على اللجنة المالية النظر فيما اذا كانت أحكام هذه المادة تسمى على المستخدمين الذين يعالجون فى أجزايات الحكومة بمعنى أن تعطى الادوية لهم مجاناً من تلك الاجزايات فرأت اللجنة أنه عملاً بالمبدأ نفسه يجوز لاجزايات الحكومة اعطاء الادوية اللازمة مجاناً للمستخدمين والخدمة الذين يكونون فى الاحوال المنصوص عنها فى المادة ٦٦ المشار اليها وذلك عند ما يكونون فى جهة لا توجد فيها مستشفيات للحكومة

قد عرض على اللجنة المالية النظر فيما اذا كان يجوز مطالبة أهل المجازيب بمصاريف معالجة مرضاهم عند ما يكون وضعهم بالمستشفى قد حصل بدون طلب من الاهل أو بغير رضائهم فرأت اللجنة بما صدر منها فى ٣ مايسنة ١٩٠٨ اتباع القواعد التى وضعت لذلك بالاتفاق مع قسم قضايا الحكومة ومصالحه الصحة العمومية وهى :

أولاً - لا تطلب مصاريف المعالجة اذا كانت تختص بأشخاص بالغين سن الرشد ويوجدون فى حالة يخشى منها على الامن العام وقد أرسلوا الى المستشفى بمجرد ارادة الحكومة حفظاً للنظام العام الا اذا قبل أهل هؤلاء الاشخاص بمطلق ارادتهم دفع هذه المصاريف وتعهدوا بذلك ففى هذه الحالة يجوز الزامهم بدفعها .

ثانياً - لا تطلب مصاريف المعالجة عن الاشخاص البالغين سن الرشد الذين وضعوا فى المستشفى بأمر النيابة على أثر جنحة أو جريمة ارتكبوها أو بمقتضى حكم صادر من المحاكم لان هؤلاء الاشخاص معتبرون كالمسجونين ولا يمكن خروجهم من المستشفى الا بعد شفائهم التام .

٤ - اعطاء
الادوية مجاناً من
أجزايات الحكومة

٥ - تحصيل
مصاريف المعالجة
فى مستشفى المجازيب

الى مباشرة أعماله بعد انقضاء اذن الغياب لمدة شهر الذي يجوز له الحصول عليه
فلنظارة المالية بناء على طلب المصلحة التي يكون تابعا لها العامل أن ترخص بصرف
ماهيته عن المدة التي تحددها النظارة بعد انقضاء اذن الغياب لمدة شهر بماهية
كاملة المنصوص عنه في القانون وذلك بحسب الظروف الخصوصية
لكل حالة .

٣ - الخدمة
باليومية الذين يصابون
بجروح أو يطرأ عليهم
ما يستوجب المعالجة

قد نظرت اللجنة المالية في مسألة أجر الخدمة باليومية الذين يصابون بجروح
أو يطرأ عليهم ما يضطرهم لمعالجة أنفسهم وفي مصاريف معالجتهم بالمستشفيات
فأبدت في ٢٧ نوفمبر سنة ١٩٠٩ نمرة ٤٩٧ الرأي الآتي :

أولا - عند ما يصاب أحد الخدمة باليومية بجرح أو يطرأ عليه ما يضطره
لمعالجة نفسه وذلك أثناء تأدية وظيفته أو بسببها يجوز له الانتفاع باحكام
المادة ٦٦ من الفصل الثالث من القانون المالي المختصة بمجانبة المعالجة
في مستشفيات الحكومة

ثانيا - اذا لم يكن مستشفى للحكومة في الجهة التي يكون موجودا فيها العامل
فينقل على مصاريف الحكومة الى أقرب جهة يمكن معالجته فيها بحسب
ما تقتضيه حالته

ثالثا - اذا اقتضت ظروف خاصة وخطيرة نقل العامل الى مستشفى
خصوصي لاسعافه بالمعالجة الوقتية جاز صرف مصاريف معالجته في هذا المستشفى

رابعا - المعالجة المجانية في مستشفيات الحكومة وحسبان مصاريف النقل
ومصاريف المعالجة في المستشفيات الخصوصية على جانب الحكومة لا يكونان الا
بتصريح خصوصي من نظارة المالية يصدر بعد النظر في الظروف الخصوصية
لكل حالة

خامسا - يجوز صرف أجر هؤلاء الخدمة عن المدة التي يقضونها في المعالجة
بعد مصادقة نظارة المالية على ذلك .

تعليمات مالية

صادرة في اول مارس سنة ١٩١٠ - نمرة ١

طلب من اللجنة المالية ابداء رأيها فيما يتبع بشأن مصاريف سفر المستخدم
الذي يصاب بسبب تأدية أشغال وظيفته بمرض لا يمكن الشفاء منه في القطر
المصرى فيضطر الى السفر خارج القطر طلباً للعلاج

فرأت اللجنة المالية بما صدر منها في ٢٧ نوفمبر سنة ١٩٠٩ وجوب عرض
كل مسألة من هذا القبيل عليها طبقاً للبدل الذي قرره في ١١ اكتوبر سنة ١٩٠٨
نمرة ٧ ٣٦٨ الصادر بشأنه منشور نظارة المالية المؤرخ في ٩ ديسمبر سنة ١٩٠٨
نمرة ٣٤ - ٣٣ - ٢

أما مصاريف الانتقال التي يكون تكبدها المستخدم في جهة في القطر المصرى
لا يتيسر له فيها الحصول على العلاج اللازم فترى اللجنة أنه يمكن لنظارة المالية
التصديق على رد المصاريف التي يكون تكبدها من هذا القبيل .

على مقتضى أحكام المادتين ١٨٢ و ١٨٦ من الفصل الثانى من القانون
المالى (طبعة ١٩٠٦) يجوز للخدمة الخارجين عن هيئة العمال أن ينالوا في بحر
كل سنة وبدون ضم المدد الى بعضها اذناً بالغياب لا يتجاوز مدته شهرين منهما
شهر بماهية كاملة والشهر الآخر بلا ماهية

وقد نظرت اللجنة المالية في مسألة صرف ماهية الخدمة الخارجين عن هيئة
العمال الموجودين تحت المعالجة بعد انقضاء مدة اذن الغياب بماهية الذى يجوز
الترخيص به لهم على مقتضى القانون فقررت في ٢٧ نوفمبر سنة ١٩٠٩ أنه عندما
يصاب أحد الخدمة الخارجين عن هيئة العمال بمرض أو يطرأ عليه ما يضطره الى
معالجة نفسه وذلك في اثناء تأدية وظيفته أو بسببها ولا يستطيع بالنظر لحالته العودة

١ - مصاريف
سفر المستخدم من الذين
يصابون بأمراض
بسبب تأدية أشغال
وظيفة منهم بخارج القطر

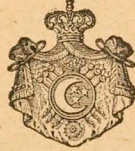
٣ - صرف ماهية
الخدمة الخارجين
عن هيئة العمال
الموجودين تحت
المعالجة

نظارة المالية

تعليمات مالية

صادرة في أول مارس سنة ١٩١٠

نمرة ١



المطبعة الامبريالية بمصر

سنة ١٩١٠

